

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

L'amitié Gabon-Chine s'amplifie

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

CONDUITE par sa vice-présidente Lin Yi, une délégation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE) séjourne à Libreville depuis mercredi pour une visite d'amitié et de travail.

Le chef de la délégation et la délégation qui l'accompagnent ont rencontré, dès leur arrivée au Gabon, le président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi, par ailleurs président d'honneur de l'Association d'amitié Gabon-Chine (AAGC). Au cours de l'entretien, il était question du niveau de coopération entre les deux structures et des perspectives d'élaboration du plan d'action pour l'année à venir. Les discussions autour de cette idée se sont poursuivies lors de la séance de travail entre l'APCAE et l'AAGC conduite par son président Emmanuel Mba Allo. Un tour de table sanctionné par la signature de documents visant à promouvoir davantage les échanges entre les deux peuples, notamment sur le plan de la culture et le renforcement de la coopération sur la décentralisation. À noter que la visite de la délégation chinoise s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'amitié, de la solidarité et de la coopération entre les deux peuples dans les domaines de l'économie, la culture, la décentralisation et le jumelage des villes.

Au programme du séjour en terre gabonaise de l'APCAE, il est inscrit une visite de la zone économique spéciale de Nkok, et une série d'audiences avec plusieurs membres du gouvernement et l'édile de la commune de Libreville.

Créée en mars 1954, l'APCAE est une organisation populaire nationale chargée de la diplomatie non gouvernementale de la Chine. Son objectif est de renforcer les liens entre les peuples, accroître la coopération internationale, sauvegarder la paix mondiale, et promouvoir le développement commun.

Photo: Martina ADA Metoule



Les membres des deux associations posant pour la postérité.

Le Gabon favorable à l'implication des femmes dans la résolution des conflits

TOMBER de rideau de la 1ère édition du forum d'Assouan pour la paix et le développement durable que vient d'abriter l'Égypte. Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, qui a représenté le président Ali Bongo Ondimba à ces assises, y a pris une part active.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

IMPLIQUER de plus en plus la gent féminine dans la résolution des conflits. C'est du moins l'intime conviction du Premier ministre gabonais, Julien Nkoghe Bekale qui a pris part, hier en Égypte, à la clôture de la première édition du forum d'Assouan pour la paix et le développement durable. Durant 48 heures, les participants à cette grand-messe ont discuté des questions cruciales et vitales pour la stabilité du continent africain.

Occasion pour le chef d'État égyptien, Abdel Fatah al-Sissi, par ailleurs président en exercice de l'Union africaine, d'appeler ses pairs à mener ce noble combat. Objectif: "Faire taire les armes d'ici 2020". "Notre continent est capable de relever tous les défis pour la stabilité et la paix. Nous portons la détermination ferme de résoudre les problèmes de l'Afrique", a-t-il déclaré sans ambages. Une cause à laquelle adhère sans rechigner le représentant du Gabon audit forum. En atteste sa participation à la session "Promouvoir la contribution des femmes africaines pour la paix, la sécurité et le développement". Laquelle session a enregistré la présence de leaders politiques dont Catherine



Photo: DR

Le chef du gouvernement participant à une session du Forum d'Assouan.

mination ferme de résoudre les problèmes de l'Afrique", a-t-il déclaré sans ambages.

Une cause à laquelle adhère sans rechigner le représentant du Gabon audit forum. En atteste sa participation à la session

«Notre continent est capable de relever tous les défis pour la stabilité et la paix.»

laquelle session a enregistré la présence de leaders politiques dont Catherine

Samba-Panza, ancien président par intérim de la République centrafricaine. "Nous devons nous assurer que les femmes puissent jouer un rôle significatif et important dans la résolution des conflits et la consolidation de la paix. L'Afrique a besoin de la contribution de ses filles", a-t-elle martelé.

Dans tous les cas, ce premier forum s'est achevé sur une note de satisfaction générale. À ce propos, les participants ont convenu d'intensifier la sensibilisation sur les questions de paix et de sécurité, de promotion de solutions africaines aux problèmes de l'Afrique et l'autonomisation des femmes.

Stephen Jackson salue le leadership féminin au Gabon

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

LE développement de la coopération entre le Gabon et le système des Nations unies était au centre des échanges que le ministre de la Justice, garde Sceaux, Mme Erlyne Antonella Ndembet Damas a eus avec le coordonnateur résident de cette organisation mondiale au Gabon, Stephen Jackson.

D'entrée, ce dernier a salué l'affirmation au Gabon du leadership féminin, traduite par une représentation de 33% de femmes au gouvernement, où elles occupent des postes clés comme la Défense et la Justice. "Le système des Nations unies est très dévoué au principe du leadership féminin, et

nous saluons ce progrès", s'est réjoui le diplomate.

Sur le plan pratique de la coopération, les échanges se sont appesantis sur deux points importants: la célébration en différé de la Journée internationale des droits de l'Homme et la signature d'une convention par le système des Nations unies visant le renforcement des capacités de nombreuses entités nationales. S'agissant du 1er point, cet événement aura lieu mercredi prochain avec pour cadre la prison centrale de Libreville. Ce sera l'opportunité pour l'Onu et le Gabon de présenter toute l'envergure des droits humains à travers ses différentes déclinaisons économique, politique et sociale. Sur le site, le ministère de la Justice et le système des Nations unies

s'emploieront à porter haut les valeurs universelles des droits humains, à travers de multiples indications.

Par ailleurs, la signature d'un nouveau programme commun au bénéfice du Gabon a vocation à accroître l'expertise de nombreux cadres des administrations et de la société civile. Plusieurs organismes sont mis à contribution dans l'exécution de la convention y relative pour le renforcement des capacités de ces acteurs. Il s'agit d'un programme conjoint du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement), du Commissariat des droits de l'Homme et de l'Unoca (Bureau national des Nations unies pour l'Afrique centrale), en partenariat avec l'Union européenne. Il est censé entrer en action dès janvier 2020.



Photo: Antoine Essone Ndong

Instantané de l'audience accordée par la ministre de la Justice Erlyne Antonella Ndembet Damas au Dr Stephen Jackson, du système des Nations unies.